



Intervention de Monsieur Jean-Luc Forni, Président de pharmaGenève, Les Pharmaciens Genevois, à l'occasion de la conférence de presse de l'AMG sur les Réseaux de soins intégrés :

- Pourquoi il faut voter NON !

Mesdames, Messieurs,

Depuis l'affaire INTRAS, fin 2010, qui rappelez-vous, avait décidé de passer abruptement d'un système de tiers-payant à un système de tiers-garant, les pharmaciens genevois organisent, chaque année, en collaboration avec d'autres partenaires dont la FRC, des permanences pour les assurés qui ont besoin d'aide et de conseil, au mois d'octobre, lorsque les hausses de primes d'assurance sont communiquées. Ces permanences nous ont permis de mesurer combien la part dévolue aux primes de caisses-maladies était lourde dans le budget familial à tel point que bien des familles ne peuvent déjà plus choisir un système d'assurance libéral pour des raisons économiques. Le projet de révision de la LAMal va encore pénaliser davantage ces familles et les assurés de la classe moyenne en augmentant, comme vous l'avez déjà entendu, la participation à 15% et en portant le plafond maximum à 1000.— Frs au lieu des 500.-- Frs que continueront à assumer celles et ceux qui adhéreront à un réseau.

C'est la première raison de notre refus.

Nous avons aussi entendu, pratiquement à chaque visite, le souci des assurés de garder la confiance qu'ils placent dans leur médecin, leur pharmacien et les autres intervenants à qui ils confient leur santé. C'était toujours la même question : « Mais si j'adhère à un réseau, pouvez-vous m'assurer que je peux conserver mon médecin de famille et ma pharmacie de confiance ? »

Cette relation thérapeutique privilégiée est aussi une condition du succès du traitement et ne sera plus garantie si les assurés sont forcés de choisir des médecins et des prestataires imposés par une organisation de managed care.

C'est la deuxième raison de notre refus.



Même si la pluridisciplinarité dans l'approche thérapeutique nous paraît un élément essentiel à la qualité du traitement, il n'en demeure pas moins que les modèles de réseau que nous connaissons, en tout cas pour la dispensation des médicaments, font davantage appel à la notion de rabais ou d'avantages sur le prix des médicaments, voire la non facturation du travail du pharmacien que de notion de qualité quant à la prestation fournie.

Et cela au moment où des pharmaciens se forment pour assurer un meilleur suivi des traitements des malades chroniques.

J'en veux pour preuve le modèle PharMed d'Assura, où les assurés sont obligés, sous peine de non-remboursement de se fournir dans une officine Sun Store qui ne facture pas les honoraires pharmaceutiques et qui accorde des rabais aux assureurs.

Il est tout aussi évident que les pharmacies de proximité ne pourraient pas s'aligner sur une politique de rabais car leur situation économique est déjà préoccupante vu les baisses continues du prix du médicament et le rétrécissement des marges. Pour elles, la dispensation des médicaments n'est pas un produit d'appel comme pour certaines chaînes qui vivent en vendant tout une panoplie d'articles, mais bien au contraire leur activité principale. Pour ces officines, la qualité de leur service passe par les prestations qu'elles offrent en expliquant aux patients les enjeux de leur traitement et en explorant les freins, les inquiétudes voire la mauvaise compréhension du traitement. C'est pour cette raison que les pharmacies suisses ont lancé une campagne hier visant à faire connaître au public les « entretiens de polymédication » qui ont comme objectif d'améliorer l'adhésion du patient à son traitement. Presser davantage les pharmacies de quartier par des rabais, c'est leur donner le coup de grâce et c'est déstabiliser le réseau de distribution de médicaments de proximité.

C'est la troisième raison de notre refus.

D'autres réseaux n'hésiteraient pas à imposer l'envoi postal des médicaments, contre lequel nous nous battons actuellement, et nous ne le voulons pas non plus.

Mesdames et Messieurs, nous sommes persuadés que si tous les professionnels de la santé placent le patient au centre de leur préoccupation et jouent leur rôle avec des prestations rationnelles de qualité et d'efficacité, sous la direction du médecin qui doit en être le chef d'orchestre, nous pouvons aussi offrir une médecine de qualité à des coûts raisonnables.

Nous ne voulons pas d'une médecine à deux vitesses liée à la fortune et au pouvoir économique des patients !